Docusign Envelope ID: C8BF4AD2-080D-801A-8256-61E7A79E4F4E

AFRICAN UNION		UNION AFRICAINE
الاتحاد الأفريقي		UNIÃO AFRICANA
UNIÓN AFRICANA		UMOJA WA AFRIKA

AFRICAN COURT ON HUMAN AND PEOPLES' RIGHTS
COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES
P.O. Box 6274 Arusha, Tanzania – Telephone: +255 272 510 510
Website:www.african-court.org / Email: registry@african-court.org

REGISTRY OF THE COURT

AVIS DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI)

CONSULTANTS INDIVIDUELS

Juristes

(2 postes)

DS
RWE

Docusign Envelope ID: C8BF4AD2-080D-801A-8256-61E7A79E4F4E

I. CONTEXTE

1. La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (la Cour) est une cour continentale établie par les pays africains pour assurer la protection des droits de l'homme et des peuples en Afrique. Il complète et renforce les fonctions de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. La Cour a été créée en vertu de l'article 1 du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (le Protocole), qui a été adopté par les États membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Ouagadougou, au Burkina Faso, en juin 1998. Le Protocole est entré en vigueur le 25 janvier 2004. (Pour plus d'informations, veuillez consulter le site : https://www.african-court.org/wpafc/welcome-to-the-african-court/).

2. Dans le cadre du renforcement de ses effectifs au sein de la division juridique, la Cour recherche deux juristes.

II. OBJECTIF DU POSTE

3. Apporter un soutien à la Cour sur les questions juridiques.

III. PRINCIPALES FONCTIONS

4. Les juristes devront accomplir les tâches principales suivantes, entre autres :

   i. Mener des recherches et des analyses juridiques sur le droit et la jurisprudence des juridictions nationales et internationales.
   ii. Rendre des avis sur des questions concernant la Cour des points de vue juridique, politique et administratif.
   iii. Participer à la rédaction de décisions judiciaires, d'avis juridiques et de notes de service, ainsi qu'à des recherches sur diverses questions juridiques complexes.

DS RWE

Docusign Envelope ID: C8BF4AD2-080D-801A-8256-61E7A79E4F4E

IV. RESPONSABILITÉS SPÉCIFIQUES

5. Les juristes seront également appelés assumer les responsabilités spécifiques suivantes :

   i. Examiner les registres d'arrêts et participer à la rédaction des décisions et des notes juridiques et, si nécessaire, assister aux audiences de la Cour.
   ii. Rédiger des rapports hebdomadaires sur l'état d'avancement des affaires pendantes devant la Cour.
   iii. Mener des recherches approfondies sur le droit international relatif aux droits de l'homme et suivre les évolutions pertinentes du droit international.
   iv. Rédiger des fiches d'information factuelles sur les affaires pendantes devant la Cour.
   v. S'acquitter de toute autre tâche qui pourrait leur être assignée.

V. SUPÉRIEUR HIÉRARCHIQUE

6. Le juriste rendra compte au juriste en chef, qui sera son premier supérieur hiérarchique en matière d'évaluation des performances. Il/elle rendra également compte à un juriste principal et au Chef de la division juridique en ce qui concerne l'examen de son évaluation des performances et le traitement des questions judiciaires.

VI. FORMATIONS UNIVERSITAIRES ET EXPÉRIENCES REQUISES

7. Le poste requiert les formations et expériences suivantes :

   i) Un diplôme universitaire en droit ou en droits de l'homme, assorti d'au moins trois (3) ans d'expérience professionnelle pertinente, ou une maîtrise en droit ou en droits de l'homme, assortie de deux (2) ans d'expérience professionnelle pertinente.

DS RWE

Docusign Envelope ID: C8BF4AD2-080D-801A-8256-61E7A79E4F4E

ii) Une expérience professionnelle, de préférence au sein d'une organisation internationale. Une expérience au sein d'une Cour internationale serait un atout.

VII. COMPÉTENCES REQUISES

8. Le juriste possédera les compétences suivantes :

i) Une bonne connaissance du système africain des droits de l'homme, ainsi que des politiques et procédures de l'Union africaine ;
ii) De solides compétences analytiques et la capacité à rédiger des mémoires, des avis et des requêtes ;
iii) De la concentration, de la rigueur et la capacité à travailler sous une supervision minimale ;
iv) Le respect de la confidentialité et de bonnes aptitudes en relations publiques ;
v) D'excellentes compétences interpersonnelles et la capacité de travailler sous pression dans un environnement multiculturel ;
vi) D'excellentes compétences en rédaction et en présentation dans l'une des langues de travail de l'Union africaine. Une capacité avérée à travailler en arabe et en français sera considérée comme un atout ;
vii) De bonnes compétences en communication et en planification ;
viii) Une excellente connaissance des organisations internationales ;
ix) Une maîtrise de l'outil informatique.

VIII. DURÉE DU CONTRAT

9. Le stage aura une durée initiale de six (6) mois et le contrat pourra être renouvelé en fonction des disponibilités budgétaires et des résultats obtenus.

DS RWE

Docusign Envelope ID: C8BF4AD2-080D-801A-8256-61E7A79E4F4E

IX. RÉMUNÉRATION

10. Les juristes retenus signeront un contrat de consultant avec la Cour et percevront une allocation mensuelle de deux mille cinq-cents (2 500) dollars EU pendant toute la durée de leur stage, sur présentation d'un rapport mensuel satisfaisant qui devra être approuvé par leur supérieur hiérarchique à la Cour africaine.

11. La Cour prendra en charge les frais de voyage (billet d'avion) aller-retour en classe économique. In incombe aux juristes de trouver eux-mêmes un logement et de souscrire leur propre police d'assurance pour la durée du contrat.

X. DOSSIER DE CANDIDATURE

12. Les dossiers de candidature doivent comprendre : une lettre de motivation, un curriculum vitae détaillé ainsi que les copies des diplômes (licence, maîtrise) et de toute attestation pertinente.

13. Seuls les candidats qui auront satisfait à toutes les exigences du poste et qui auront été retenus pour les entretiens seront contactés**.**

14. La Cour africaine étant un employeur qui garantit l'égalité des chances, les candidatures féminines sont donc vivement encouragées.

XI. DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES

15. Les candidatures doivent être soumises au plus tard le 30 novembre 2026 à 17 h 00, heure locale (GMT+3), soumises par courriel à l'adresse suivante : tender@african-court.org

DS RWE

Docusign Envelope ID: C8BF4AD2-080D-801A-8256-61E7A79E4F4E

XII. CRITÈRES D'ÉVALUATION

- Qualifications académiques 40 points
- Expérience professionnelle pertinente 20 points
- Compétences linguistiques 10 points
- Connaissance du système africain des droits de l'homme 10 points
- Preuves des compétences en matière de recherche et de rédaction dans la langue requise 10 points
- Références 10 points

Dr Robert Eno

Greffier en chef de la Cour

DocuSigned by:
0D9CF7C274294F2...